

« J'ai éclaté en sanglots »

Delphine, 42 ans, prend tous les jours un comprimé du générique du Lutenyl. Elle souffre d'endométriose, une maladie qui lui « flingue deux semaines de vie par mois ». À l'approche des règles, elle appréhende. Pendant, elle souffre. Et après, elle a tellement perdu de sang qu'elle souffre de carences et de fatigue. Depuis 2011, elle prend ce médicament qui stoppe les règles. « Ce traitement a changé ma vie. Je peux maintenant vivre normalement », raconte-t-elle. Mais cet été, tout bascule. Sa pharmacie lui indique que le médicament

n'est plus disponible. Aucun des laboratoires qui le fabriquent n'est en mesure de fournir les officines. Delphine veut vérifier par elle-même. Elle pousse la porte de plusieurs pharmacies de Paris et reçoit toujours la même fin de non-recevoir. « J'ai éclaté en sanglots dans la pharmacie. Je ne m'imaginai pas revivre le calvaire des cycles, la douleur », raconte-t-elle. Le pharmacien lui répond qu'elle est la deuxième patiente en larmes depuis le matin. Mais il n'a aucune information sur la date, où le traitement sera à nouveau disponible. De retour

chez elle, Delphine appelle toutes les pharmacies de Paris, et envisage même de solliciter des amis en Grande-Bretagne et en Belgique. Elle finit par trouver une officine de la capitale à qui il restait 9 boîtes. « J'y suis allée et j'ai acheté tout le stock », raconte Delphine. Depuis, elle fait des réserves en permanence. Achète toujours trois mois de traitement à l'avance. Et demande des ordonnances de secours dès qu'elle va chez le médecin, même pour une autre raison. Le système D pour compenser l'angoisse de la pénurie.

E.B.

Yann Mazens Chargé de mission produits et technologies de la santé, chez France Assos Santé

En cinq ans, la situation s'est aggravée

En tant qu'association de patients, que pensez-vous des propositions des entreprises du médicament (Leem) pour réduire les pénuries ?

« En 2014, le Leem a déjà pris des engagements : rechercher des fournisseurs alternatifs, trouver d'autres sites de production... Force est de constater que 5 ans plus tard, les paroles n'ont pas été suivies d'actes. Et la situation s'est aggravée. Il propose de concentrer les efforts sur une catégorie limitée de produits, « les médicaments d'intérêt stratégique et sanitaire » - dit par les industriels. C'est scandaleux. »



Photo DR

Pourquoi ?

« En 2016, la loi a déjà défini des médicaments à "intérêt thérapeutique majeur". Dans le cas de Parkinson, le laboratoire MSD a essayé que son médicament le Sinemet, ne répondait pas à cette catégorie qui lui a permis de s'affranchir d'un plan de lutte contre les médicaments. Cela lui a valu une sanction. Par ailleurs, ce n'est pas parce que le médicament ne rentre pas dans cette catégorie que son absence pose pas des problèmes aux malades. La pénurie a des conséquences sur la vie des patients. »

Quelles solutions proposez-vous ?

« Il faut davantage de régulation au niveau français et européen. La production est trop concentrée. Une seule usine fabrique le médicament contre l'hépatite B pour toute l'Europe. Si elle a un problème, forcément une pénurie. Où sont les sites back-up pour assurer la production promise par l'industrie pharmaceutique ? L'autre problème est la production en flux tendu. Il faut davantage de coercition pour obliger les entreprises à multiplier leurs usines, à constituer des stocks et à relocaliser la production en Europe. »

Recueilli par Élodie

Très dépendants de l'Inde et de la Chine

C'est une stratégie de production qui se heurte à ses propres limites. Année après année, les entreprises européennes du médicament ont délégué la fabrication des principes actifs à des usines en Chine ou en Inde. Moins chères et moins contraintes par les normes environnementales, ces unités de production permettaient aux fabricants d'externaliser les risques et de faire des économies. Résultat : alors que 20 % des principes actifs étaient fabriqués hors Union Européenne il y a 30 ans, aujourd'hui 80 % d'entre eux sont fabriqués hors des frontières européennes.

Pour de nombreuses molécules, il n'y a que deux ou trois fournisseurs dans le monde ! Si l'un d'entre eux a un problème de conformité, les conséquences sont importantes. C'est par exemple le cas actuellement de plusieurs médicaments cardiovasculaires à base de valsartan, un principe actif produit en Chine dans lequel des impuretés potentiellement cancérigènes ont été détectées. Ou encore du Sinemet, médicament contre la maladie de Parkinson du groupe américain Merck & Co : le sous-traitant a dû fermer temporairement son usine pour une remise aux normes.